«Malades», «FN»… : l'étrange listing de l'association islamiste Alliance citoyenne, influente auprès de la mairie de Grenoble, accusée d'avoir fiché les opinions d'habitants (MàJ : Enquête ouverte)

17/05/2022 à 22h50



20/05/2022

> *Sarah, une ancienne membre de l'association controversée grenobloise Alliance Citoyenne témoigne de dérives : « De la piscine pour toutes, on est passé à la piscine pour les femmes voilées » — https://t.co/RKfzK5HTOU pic.twitter.com/SJ5yJFIwDB*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) May 20, 2022*

17/05/22

Cette association militante, à l'origine du débat sur le burkini dans les piscines grenobloises, aurait collecté des données incluant origine ethnique mais aussi convictions politiques et religieuses.

Le procureur de Grenoble a annoncé mardi 17 mai avoir ouvert une enquête sur signalement de la préfecture de l'Isère sur l'existence possible de fichiers tenus par l'association Alliance citoyenne, à l'origine du débat sur le burkini dans les piscines grenobloises. L'enquête concerne «*des faits d'enregistrement ou conservation de données à caractère personnel sensibles sans le consentement de l'intéressé, délit puni par une peine de 5 ans d'emprisonnement et 300.000 euros d'amende*», précise Eric Vaillant dans un message diffusé sur le groupe Whatsapp du parquet de Grenoble.

La préfecture de l'Isère avait annoncé peu auparavant avoir saisi la justice pour faire la lumière après «*des informations parues récemment dans plusieurs médias*», selon lesquelles «*l'association dénommée Alliance Citoyenne aurait détenu et détiendrait encore un certain nombre de fichiers comportant des informations de nature nominatives, dont l'existence et la détention relèvent d'un régime juridique protecteur des libertés individuelles et d'un contrôle de la CNIL*».

(…) Le Figaro

10/05/22

Une ancienne administratrice accuse cette association

influente auprès de la mairie de Grenoble (Isère) d'avoir fiché les opinions d'habitants des quartiers populaires. Une pratique risquée au regard de la loi sur les données personnelles.

(…)

Une succession de noms, d'adresses et de numéros de téléphone défile. Sur la colonne de droite, des informations écrites à la hâte. « Malades tous les deux », peut-on lire dans une case au style télégraphique. «Couple kabyle très en colère », « FN ou ne vote pas », signale une autre, quand une troisième décrit une « mère seule » vivant au RSA

(…) Des centaines, voire des milliers d'habitants pourraient avoir été fichés à Grenoble, mais aussi à Toulouse (Haute-Garonne) et Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), où l'Alliance citoyenne s'est déployée. « À partir du moment où vous ouvriez la porte, vous étiez sur cette liste », accuse l'ex-bénévole. Le listing devait permettre aux salariés, aussi appelés « organisateurs », de recontacter les personnes les plus susceptibles d'adhérer aux diverses luttes. « Boycott des centres commerciaux par tous les musulmans en France », en lien avec la revendication de produits halal, indique par exemple une des cases.

www.leparisien.fr